

# TCHAD

## Environnement opérationnel

### Contexte

En septembre 2012, le Tchad accueillait quelque 288 700 réfugiés originaires du Soudan, 56 700 réfugiés originaires de la République centrafricaine (RCA), 90 000 déplacés internes, 91 000 déplacés de retour et 550 réfugiés et demandeurs d'asile vivant en milieu urbain. La situation politique et sécuritaire reste stable dans le pays grâce à l'amélioration des relations avec le Soudan et à l'action de la force soudano-tchadienne de surveillance de la frontière. Cependant, les Soudanais réfugiés au Tchad sont dans leur grande majorité réticents à regagner leur pays, en raison de l'instabilité qui persiste au Darfour.

En juin 2012, 1 550 réfugiés centrafricains ont afflué dans le sud du Tchad, en raison des violents affrontements qui troublaient le nord de leur pays. Comme la situation reste tendue dans cette région, l'éventualité d'un autre afflux de réfugiés au Tchad n'est pas à exclure.

Quelque 90 000 personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du Tchad. Depuis que le Gouvernement a annoncé sa volonté de faire de 2011 « l'Année du retour » des déplacés internes, le HCR a contribué à cette aide au retour, en escortant les déplacés jusqu'à leurs villages d'origine et en leur fournissant des matériaux pour abris et des colis d'aide à la réintégration. La plupart des déplacés internes devraient avoir regagné leur localité d'origine en 2012. Par conséquent, en 2013, les interventions du HCR devraient être limitées au suivi des 88 000 individus ayant opté pour l'intégration sur place.

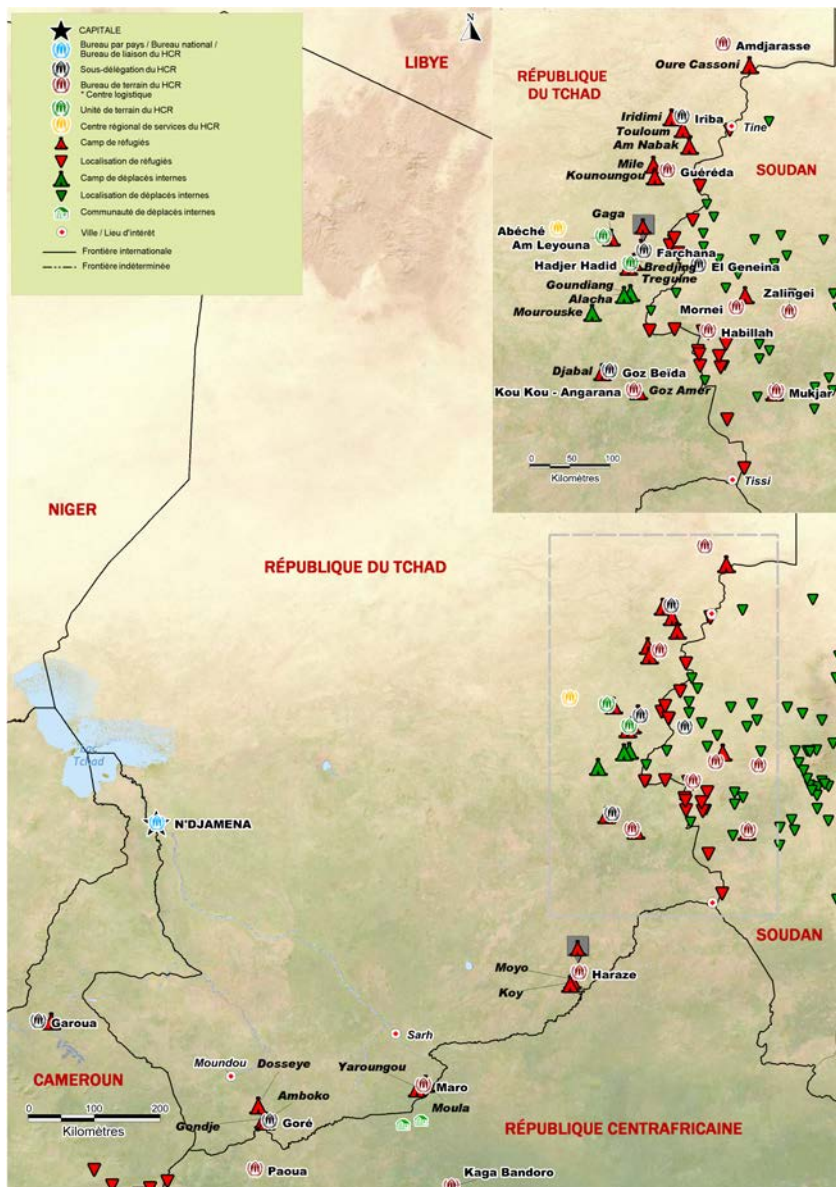
### Besoins

La présence d'une importante population de réfugiés soudanais et centrafricains au Tchad pèse lourdement sur les ressources du pays. Il est donc indispensable de prendre des mesures pour atténuer les pressions exercées sur les communautés d'accueil et l'environnement. La présence d'un grand nombre de réfugiés soudanais dans la région orientale du Tchad, où le climat est semi-aride, ponctionne des ressources naturelles déjà maigres et engendre des tensions avec les communautés d'accueil.

Dans le sud du Tchad, caractérisé par un climat tropical, des inondations détruisent régulièrement les maisons et les récoltes.

## Chiffres prévisionnels pour le Tchad

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	République centrafricaine	79 000	74 000	83 000	78 000
	Soudan	281 000	281 000	253 000	253 000
	Pays divers	400	400	500	500
Demandeurs d'asile	Pays divers	50	50	50	50
Réfugiés rapatriés	Tchad	20 000	20 000	40 000	40 000
Déplacés internes	Tchad	120 000	120 000	1 500	1 500
Déplacés de retour	Tchad	5 000	5 000	118 500	118 500
<b>Total</b>		<b>505 450</b>	<b>500 450</b>	<b>496 550</b>	<b>491 550</b>



Ceci a entravé les efforts déployés par le HCR pour renforcer l'autosuffisance des réfugiés centrafricains et les a rendus plus vulnérables à la malnutrition.

Comme la situation est toujours instable au Soudan et en République centrafricaine, des mouvements massifs de rapatriement librement consenti semblent peu probables. Il est donc essentiel de continuer à prodiguer une aide nécessaire à la survie, en menant des activités dans les secteurs des vivres, de l'eau, des abris, des services de santé et de l'assainissement. Il est tout aussi important d'intervenir dans le secteur de l'éducation afin de protéger les garçons contre le recrutement forcé et les filles contre le mariage précoce.

Les déplacés ayant regagné leur localité d'origine auront toujours besoin d'un appui, portant sur les services essentiels et les infrastructures dans les villages de retour. De fait, des activités de développement sont nécessaires au Tchad car les opérations en faveur des réfugiés et des déplacés internes passent du mode de crise à un stade de développement transitoire.

La sécurité des réfugiés, des déplacés internes et des travailleurs humanitaires au Tchad demeurera une priorité pour le HCR en 2013. Le Détachement Intégré de Sécurité (DIS), force de police tchadienne, a offert un appui crucial en assurant la sécurité à l'intérieur et aux alentours des camps de réfugiés ou de déplacés internes, et en escortant les travailleurs humanitaires dans les zones d'opération. Les attaques contre les bâtiments des organisations humanitaires restent fréquentes, le DIS a joué un rôle essentiel en assurant la sécurité et en réprimant les actes de criminalité en vue de garantir le respect de l'état de droit.

Malheureusement, le montant des fonds reçus en 2012 pour soutenir financièrement le DIS a été faible. En conséquence, le HCR établira une stratégie de partage des coûts avec d'autres institutions onusiennes présentes sur le terrain.

## Stratégie et activités

En 2013, le HCR entend aider et protéger les réfugiés soudanais dans l'est du Tchad, promouvoir leur autosuffisance et atténuer l'impact produit sur l'environnement par la présence d'un grand nombre de réfugiés en fournissant du combustible de cuisson.

L'Organisation offrira également une aide essentielle aux réfugiés centrafricains. Ce faisant, elle se concentrera sur l'amélioration des moyens de subsistance et la recherche de places de réinstallation pour les individus les plus vulnérables. Le HCR espère être en mesure de transférer les réfugiés centrafricains, qui continuent de subir de graves inondations, dans des sites plus secs avec l'aide des autorités.



Arrivée au camp de Gondje et désormais en sécurité, une réfugiée centrafricaine ramasse les articles de secours qui lui sont destinés.

HCR / P. CAMARA

## Objectifs et cibles prioritaires en 2013

### Environnement de protection favorable

- Des lois et des politiques sont élaborées ou renforcées.
  - ☞ Les lois et les politiques relatives aux réfugiés sont conformes aux normes internationales.

### Processus de protection et documents adéquats

- La qualité de l'enregistrement et du profilage est améliorée ou maintenue.
  - ☞ Toutes les personnes relevant de la compétence du HCR sont enregistrées individuellement.

### Sécurité face à la violence et à l'exploitation

- Le risque de violence sexuelle et sexiste est réduit et la qualité de la réponse améliorée.
  - ☞ Plus d'un tiers des réfugiés victimes de violences sexistes bénéficient d'un soutien.
- La protection des enfants est renforcée.
  - ☞ Environ 30 à 40 pour cent des adolescents déscolarisés participent à des programmes ciblés.
  - ☞ Des procédures de détermination de l'intérêt supérieur sont entreprises ou menées à terme pour 40 pour cent des enfants non accompagnés ou séparés originaires de RCA.

### Besoins de base et services essentiels

- Le bien-être nutritionnel de la population est amélioré.
  - ☞ Le taux de malnutrition aiguë chez les réfugiés âgés de six à 59 mois reste inférieur ou égal à 5 pour cent.
- L'état de santé de la population est amélioré.
  - ☞ Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est réduit.
- L'approvisionnement en eau potable est amélioré ou maintenu.
  - ☞ Les réfugiés centrafricains disposent en moyenne de 22 litres d'eau potable par personne et par jour, et les réfugiés soudanais de 19 litres par personne et par jour.
- Les réfugiés ont un accès optimal à l'éducation.
  - ☞ Environ 80 pour cent des réfugiés centrafricains et 90 pour cent des réfugiés soudanais âgés de six à onze ans sont scolarisés dans le primaire.

### Solutions durables

- Tout le potentiel en matière de réinstallation est réalisé.
  - ☞ Plus de 20 pour cent des réfugiés centrafricains ayant fait l'objet d'une demande de réinstallation partent dans des pays tiers.

## Présence du HCR en 2013

□ Nombre de bureaux **10**

□ Effectifs totaux **381**

Internationaux **70**

Nationaux **304**

JEA **1**

Autres **6**

Les réfugiés urbains recevront des allocations financières pour développer leurs moyens de subsistance et seront intégrés aux services sociaux et médicaux nationaux. Les enfants réfugiés vivant en milieu urbain pourront être scolarisés dans des écoles nationales.

Le HCR cherchera à faciliter le rapatriement librement consenti et la réinstallation des réfugiés urbains dès lors que ces solutions seront appropriées.

### ○ Contraintes

Les conditions de sécurité restent précaires dans la région, ce qui rend peu probable un rapatriement librement consenti à grande échelle des réfugiés centrafricains et soudanais. Parallèlement, le programme de réinstallation collective des réfugiés soudanais est toujours suspendu, sur instruction du Gouvernement tchadien. Les localités d'origine des déplacés internes manquent toujours d'infrastructures et de services sociaux essentiels ; dans le même temps, les difficultés liées au milieu naturel et l'emplacement des camps, situés dans des régions isolées, posent des problèmes logistiques qui compliquent les activités d'assistance.

### | Organisation et mise en œuvre |

#### ○ Coordination

Le HCR travaillera en collaboration avec des institutions onusiennes, notamment avec le PAM, l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP, pour renforcer les programmes conjoints. Il consolidera également ses relations avec les ministères nationaux, notamment avec les ministères chargés de la santé, de l'eau, de l'environnement, de l'action sociale et de l'éducation. Les accords de partenariat avec les ONG nationales et internationales seront reconduits et la coopération avec les organismes de développement, l'Union européenne et la Direction suisse du développement et de la coopération sera renforcée.

### | Informations financières |

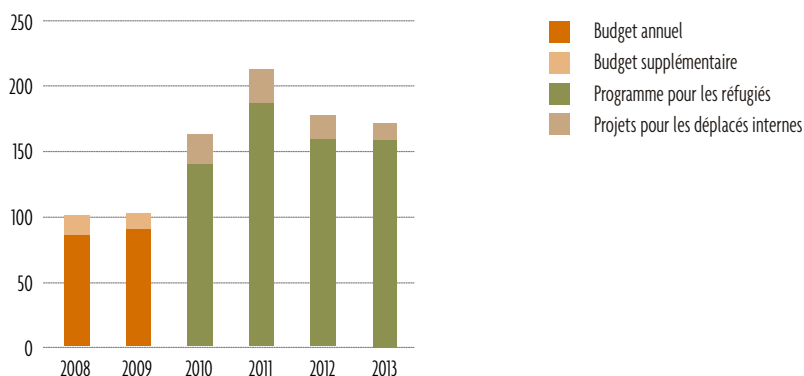
Le budget du HCR pour le Tchad a connu une progression constante entre 2008 et 2011, en raison de l'augmentation du nombre de réfugiés soudanais et centrafricains. La croissance de la population réfugiée est la conséquence d'afflux modérés conjugués à l'accroissement naturel par le taux de natalité. Depuis 2011, le budget est globalement stable. Les besoins pour 2013 ont été estimés à 171,7 millions de dollars E.-U., dont 158,9 millions pour les réfugiés et 12,8 millions pour les activités de protection et d'assistance auprès des déplacés internes.

### | Conséquences d'un manque de financement |

- L'accès à l'eau resterait en-dessous de la norme de 20 litres par personne et par jour pour les réfugiés soudanais.
- La faible scolarisation dans le secondaire des réfugiés soudanais et centrafricains augmenterait le risque de recrutement forcé des jeunes gens et de mariage précoce des jeunes filles.
- Aucune construction ou réhabilitation des infrastructures médicales ne serait possible.
- Il serait probablement impossible de réduire les taux d'anémie et de malnutrition chronique, si les programmes mis en œuvre en 2012 n'étaient pas poursuivis en 2013.
- Le HCR ne pourrait pas mettre en œuvre d'activités de suivi de la protection dans les zones de retour de déplacés et d'intégration locale.
- Un certain nombre d'activités d'autosuffisance destinées aux réfugiés centrafricains ne pourraient être mises en œuvre. Les besoins non couverts toucheraient déjà 55 pour cent de la population, selon les estimations en l'état, mais ils pourraient atteindre un pourcentage encore plus élevé si les financements recueillis étaient insuffisants.

## Budget du HCR au Tchad 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



## Budget 2013 du HCR pour le Tchad (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
<b>Environnement de protection favorable</b>			
Droit et politique générale	509 359	332 324	841 683
Assistance juridique et recours	1 728 693	694 649	2 423 341
Sous-total	<b>2 238 051</b>	<b>1 026 973</b>	<b>3 265 024</b>
<b>Processus de protection et documents adéquats</b>			
Enregistrement et établissement de profils	1 279 615	0	1 279 615
Détermination du statut de réfugié	77 423	0	77 423
Documents individuels	644 647	0	644 647
Enregistrement et documents d'état civil	902 193	0	902 193
Regroupement familial	172 102	0	172 102
Sous-total	<b>3 075 980</b>	<b>0</b>	<b>3 075 980</b>
<b>Sécurité face à la violence et à l'exploitation</b>			
Protection contre la criminalité	5 801 749	0	5 801 749
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	4 061 286	194 649	4 255 935
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	519 204	0	519 204
Protection des enfants	2 249 878	552 324	2 802 202
Sous-total	<b>12 632 116</b>	<b>746 973</b>	<b>13 379 089</b>
<b>Besoins de base et services essentiels</b>			
Santé	23 059 627	0	23 059 627
Santé procréative et services liés au HIV	5 664 583	0	5 664 583
Nutrition	6 469 487	0	6 469 487
Sécurité alimentaire	4 194 988	0	4 194 988
Eau	6 653 385	0	6 653 385
Assainissement et hygiène	8 464 578	0	8 464 578
Abris et infrastructure	7 869 562	7 147 586	15 017 148
Accès à l'énergie	13 793 036	0	13 793 036
Articles ménagers de base	607 824	0	607 824
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	3 559 426	142 324	3 701 750
Éducation	11 194 848	0	11 194 848
Sous-total	<b>91 531 342</b>	<b>7 289 911</b>	<b>98 821 253</b>
<b>Autonomisation et autogestion communautaires</b>			
Mobilisation communautaire	1 020 661	84 649	1 105 310
Coexistence avec les communautés locales	1 480 091	0	1 480 091
Ressources naturelles et environnement commun	8 297 683	0	8 297 683
Autosuffisance et moyens d'existence	12 472 824	0	12 472 824
Sous-total	<b>23 271 259</b>	<b>84 649</b>	<b>23 355 908</b>
<b>Solutions durables</b>			
Stratégie de solutions globales	688 407	0	688 407
Retour volontaire	1 241 904	0	1 241 904
Réintégration	0	966 973	966 973
Intégration	320 102	0	320 102
Réinstallation	2 501 910	0	2 501 910
Sous-total	<b>4 752 323</b>	<b>966 973</b>	<b>5 719 296</b>
<b>Direction, coordination et partenariats</b>			
Coordination et partenariats	217 102	0	217 102
Gestion et coordination des camps	1 534 647	0	1 534 647
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	2 049 797	126 973	2 176 770
Sous-total	<b>3 801 546</b>	<b>126 973</b>	<b>3 928 519</b>
<b>Appui à la logistique et aux opérations</b>			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	14 493 986	1 863 789	16 357 775
Gestion des opérations, coordination et appui	3 096 834	720 442	3 817 276
Sous-total	<b>17 590 821</b>	<b>2 584 231</b>	<b>20 175 051</b>
<b>Total</b>	<b>158 893 436</b>	<b>12 826 684</b>	<b>171 720 120</b>
<b>Budget 2012 révisé (au 30 juin 2012)</b>	<b>159 526 161</b>	<b>17 551 623</b>	<b>177 077 784</b>

## PARTENAIRES

### Partenaires d'exécution

#### Organismes gouvernementaux

Commission Nationale pour l'Accueil et la Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR)

#### ONG

*Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina*  
Association pour le Développement Économique et Social de Kobé

*Africare*  
*African Initiative for Relief and Development*  
Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad  
Bureau d'Appui Santé et l'Environnement  
*Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE)*  
Association tchadienne pour le développement  
*Cooperazione Internazionale*  
*Christian Outreach Relief and Development*  
Croix Rouge du Tchad  
Centre de Support en Santé Internationale  
*Hebrew Immigrant Aid Society*  
*International Medical Corps*  
Comité international de secours  
Service jésuite des réfugiés  
*Lutheran World Federation - Action by Churches*  
*Together*  
*OXFAM Intermon*  
Secours Catholique pour le Développement Tchad Solaire

#### Autres

*Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (BMZ-GIZ)*

### Partenaires opérationnels

#### Organismes gouvernementaux

Ministère de l'Aménagement du territoire, par le biais de la Commission Nationale d'Accueil et de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR)  
Ministère de l'Agriculture  
Ministère de l'Éducation  
Ministère de la Santé  
Ministère de la Planification  
Ministère de l'Eau

#### ONG

Action Contre la Faim  
Agence Française de Développement  
Fonds chrétien pour l'enfance  
Médecins sans Frontières (Pays-Bas, France, Espagne, Suisse, Luxembourg)  
LWF

#### Autres

CICR  
FAO  
OIT  
OIM  
BCAH  
ONUSIDA  
PNUD  
FNUAP  
UNICEF  
VNU  
PAM  
OMS